



Alliance mondiale pour l'alphabétisation dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie (GAL)

Rapport de la Réunion générale des 28 et 29 octobre 2020

Sommaire

I.	Objet	4
II.	Objectifs.....	4
III.	Participation.....	4
Jour 1 : Mercredi 28 octobre 2020		5
IV.	Séance d'ouverture.....	5
V.	Session 1 : Scénarios mondial et nationaux de l'incidence de la crise de la COVID-19 sur l'éducation et l'alphabétisation des jeunes et des adultes	6
1.	Stratégie de l'Union africaine pour l'alphabétisation.....	6
2.	Résultats de la Réunion mondiale sur l'éducation	7
3.	Coût de la réalisation de la cible 4.6 des ODD dans les 29 pays de l'Alliance dans le contexte de la crise de la COVID19 et au-delà	7
4.	Panel ministériel.....	8
VI.	Session 2 : Forger des partenariats pour faire progresser l'alphabétisation des jeunes et des adultes dans les pays de l'Alliance, au-delà de la crise de la COVID-19, en vue d'atteindre les ODD.....	10
1.	La Coalition mondiale pour l'éducation dirigée par l'UNESCO.....	10
2.	Partenariats pour l'innovation et la qualité : Microsoft	11
6.	Partenariats pour l'innovation et la qualité : Pix	11
7.	Commentaires et questions-réponses.....	12
Jour 2 : Jeudi 29 octobre 2020		12
VII.	Session 3 : Objectifs stratégiques de l'Alliance : bilan et orientations futures (1)	12
1.	Remarques liminaires	12
2.	Politique et planification	13
3.	Équité et inclusion	15
4.	Données et pilotage et suivi	16
5.	Perspectives nationales	17
6.	Commentaires et questions-réponses.....	18
VIII.	Session 4 : Objectifs stratégiques de l'Alliance : bilan et orientations futures (2)	19
1.	Innovation.....	19
2.	Perspectives nationales	21
3.	Commentaires et questions-réponses.....	22
IX.	Conclusion et voie à suivre pour l'avenir.....	23
	Annexe 1 : Liste des participants	24

Annexe 2 : Ordre du jour 29

Annexe 3 : commentaires et questions-réponses en ligne 32

I. Objet

L'Alliance mondiale pour l'alphabétisation dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie (*Global Alliance for Literacy within the Framework of Lifelong Learning, GAL*), lancée en 2016, rassemble 20 pays dans le monde affichant un taux d'alphabétisme inférieur à 50 % et 9 pays à forte population (E-9) regroupant le plus grand nombre d'adultes analphabètes. L'Assemblée générale 2020, la cinquième du genre, vise à examiner les avancées, les dimensions et les difficultés de la promotion de l'alphabétisation dans les 29 pays membres de l'Alliance.¹ L'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (*UNESCO Institute for Lifelong Learning, UIL*) faisant office de secrétariat de l'Alliance, a organisé cette réunion en étroite collaboration avec la Section de la jeunesse, de l'alphabétisation et du développement des compétences de l'UNESCO (*UNESCO Section of Youth, Literacy and Skills Development, YLS*)

La réunion s'est tenue à un moment décisif de l'histoire, alors que le monde cherche des moyens de faire face à la crise de la COVID-19 et élabore de nouvelles stratégies pour l'apprentissage, le travail et la vie civique. Comprendre l'incidence de la crise sur l'alphabétisation, et le rôle de celle-ci pour y faire face, éclairera les programmes d'apprentissage et d'éducation au fur et à mesure de leur évolution vers de nouveaux modèles.

II. Objectifs

Les objectifs de la réunion étaient les suivants :

- examiner l'incidence de la crise de la COVID-19 sur l'alphabétisation des jeunes et des adultes ;
- étudier les plans et stratégies nationaux de réponse en matière d'éducation dans le contexte de la crise de la COVID-19 et au-delà ;
- identifier les domaines de soutien et les initiatives spécifiques pour répondre aux nouvelles réalités dans le contexte des objectifs stratégiques de l'Alliance ;
- établir la composition du nouveau groupe de pilotage et des coprésidents.

III. Participation

En raison des circonstances prévalant du fait de la situation sanitaire, la réunion s'est tenue en ligne (via Zoom). Au total, 86 participants y ont assisté ; 24 pays de l'Alliance étaient représentés et 14 membres associés y ont pris part. Au cours des deux jours, ont participé à la réunion : six ministres et secrétaires d'État ; 30 représentants gouvernementaux ; 10 représentants d'organismes et de réseaux internationaux ; six participants des bureaux hors siège de l'UNESCO ; huit participants de la société civile ; une des universités ; deux du secteur privé ; et 23 directeurs, personnel de programme et d'appui, dont un consultant

¹ Les 20 pays dont les taux d'alphabétisme sont inférieurs à 50 % sont : l'Afghanistan, le Bénin, le Burkina Faso, la République centrafricaine, le Tchad, les Comores, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, Haïti, l'Iraq, le Liberia, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, la Sierra Leone et le Soudan du Sud. Les pays de l'E-9 sont le Bangladesh, le Brésil, la République populaire de Chine, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, le Nigeria et le Pakistan.

représentant l'UNESCO et l'UIL, qui assumait les tâches de secrétariat de la réunion. L'**annexe 1** fournit une liste complète des participants à la réunion.

Le présent rapport suit la structure et la séquence des événements indiquées dans l'ordre du jour de l'**annexe 2**. Il fournit les principaux points de chaque présentation et discussion. Certaines présentations pourront être consultées dans leur intégralité – les liens sont disponibles [ici](#). Lors de la réunion Zoom, les participants ont eu la possibilité de poser des questions et de formuler des commentaires en direct via le *chat* ; les réponses aux questions ont été données immédiatement. Un résumé de ces commentaires, questions et réponses figure à l'**annexe 3**. Attribution est en faite au pays ou à l'organisation, non au participant.

Ce rapport a été produit par le secrétariat de l'Alliance en étroite collaboration avec la Section de la jeunesse, de l'alphabétisation et du développement des compétences de l'UNESCO.

Jour 1 : Mercredi 28 octobre 2020

IV. Séance d'ouverture

Après avoir accueilli les participants, **M. Borhene Chakroun, Directeur de la Division pour les politiques et les systèmes d'apprentissage tout au long de la vie, à l'UNESCO**, a exposé les difficultés actuelles pour promouvoir l'alphabétisation des jeunes et des adultes dans le monde. Il a évoqué le rôle de plaidoyer que joue l'Alliance au nom des 773 millions de jeunes et d'adultes analphabètes et des 617 millions d'enfants qui échouent à atteindre un niveau minimal d'alphabétisme. Il a en outre souligné l'accroissement de ces difficultés et la perturbation de la continuité des services d'alphabétisation qu'a provoqués la crise de la COVID-19.

Ouvrant la réunion, **M. Firmin Edouard Matoko, Sous-directeur général pour la priorité Afrique et les relations extérieures à l'UNESCO**, a souligné le rôle important que joue l'Alliance dans les actions clés de l'UNESCO en matière d'alphabétisation et d'éducation, notamment :

- contribuer au [rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur « L'alphabétisation, enjeu vital, clé de l'emploi, de l'apprentissage tout au long de la vie et de l'enseignement de la démocratie »](#) ;
- organiser la session extraordinaire de la [Réunion mondiale sur l'éducation 2020](#) (2020 GEM, pour *Global Education Meeting*) ;
- faciliter la réalisation du Programme Éducation 2030 ;
- contribuer à la [Stratégie de l'UNESCO pour l'alphabétisation des jeunes et des adultes 2020–2025](#), sur laquelle cinq priorités stratégiques de l'Alliance sont alignées.

Soulignant la difficulté d'assurer la poursuite de l'apprentissage malgré la crise de la COVID-19, M. Matoko a attiré l'attention sur une étude exploratoire de l'UNESCO, menée en août 2020, selon laquelle 90 % des 49 programmes d'alphabétisation ont été suspendus. L'UNESCO

a depuis lancé une Coalition mondiale pour l'éducation, afin d'aborder tous les aspects de la privation d'éducation causée par la pandémie.

M. David Atchoarena, Directeur de l'UIL, au nom du secrétariat de l'Alliance, a présenté le contexte de la réunion et son ordre du jour. Il a d'abord rappelé l'incidence dévastatrice de la COVID-19 sur l'éducation, y compris les programmes d'alphabétisation : seuls 7 des 29 pays membres de l'Alliance ont inclus l'alphabétisation des jeunes et des adultes dans leurs plans de réponse nationaux d'origine en matière d'éducation. Il a soutenu que, pour relever les défis posés par cette crise et d'autres similaires à l'avenir, nous devons en priorité : (1) accroître les possibilités d'apprentissage ouvert et à distance ; (2) favoriser de nouveaux partenariats pour soutenir l'apprentissage ; et (3) doter les éducateurs des compétences nécessaires pour une utilisation efficace des technologies d'enseignement à distance.

M. Atchoarena a appelé l'attention sur la [Stratégie de l'Alliance pour 2020-2025](#). La présente Assemblée générale est la première après l'adoption de cette stratégie, fin avril 2020. La nouvelle stratégie définit cinq objectifs stratégiques – politique et planification ; équité et inclusion ; innovation, données et pilotage et suivi ; partenariats et coopération – pour permettre aux jeunes et aux adultes des milieux les plus défavorisés de développer les compétences en lecture, écriture et calcul dont ils ont besoin pour trouver un travail décent, gagner leur vie, contribuer à leurs communautés et sociétés, et réaliser leur potentiel.

M. Atchoarena a clôturé la séance d'ouverture en remerciant les membres du précédent groupe de pilotage de l'Alliance, qui ont achevé leur mandat, ainsi que les pays prêts à participer au prochain mandat du groupe.

V. Session 1 : Scénarios mondial et nationaux de l'incidence de la crise de la COVID-19 sur l'éducation et l'alphabétisation des jeunes et des adultes

M. David Atchoarena a animé cette session, qui visait à explorer et à comprendre l'incidence de la crise de la COVID-19 sur l'alphabétisation, et à présenter les mesures prises pour y faire face.

1. Stratégie de l'Union africaine pour l'alphabétisation

S'exprimant au nom de l'Union africaine (UA) et faisant part de sa gratitude pour son nouveau statut de membre associé de l'Alliance, **S. Exc. Mme Sarah Anyang Agbor, Commissaire de l'UA pour les ressources humaines, les sciences et la technologie**, a souligné l'incidence négative de la crise de la COVID-19 sur les systèmes d'apprentissage en Afrique, tout en notant l'importance de l'alphabétisation pour donner aux populations la possibilité de profiter de l'ère numérique et de protéger leur santé. La [Stratégie continentale d'éducation de l'Union africaine pour l'éducation pour l'Afrique 2016–2025 \(CESA 16–25\)](#) promeut l'accès à des programmes d'alphabétisation complets ainsi que le développement de villes apprenantes, une culture de la lecture et de la paix, en mettant en avant la nécessité d'allouer des ressources suffisantes aux bibliothèques publiques et aux matériels numériques.

Consciente des problèmes de droits d'auteur résultant de la mise en ligne de documents, Mme Agbor a évoqué l'exemple du Rwanda, l'un des États membres de l'UA, qui a acheté les droits d'auteur sur des livres éducatifs afin de les mettre sur une plateforme numérique nationale. Le [Programme 2063 de l'Union africaine](#) fournit un cadre pour le développement de l'éducation, considéré comme un investissement clé dans le progrès économique de l'Afrique. L'équité et l'inclusion doivent être les mots d'ordre des systèmes d'alphabetisation et d'apprentissage tout au long de la vie axés sur les groupes défavorisés, les jeunes filles et les femmes.

2. Résultats de la Réunion mondiale sur l'éducation

Pour répondre aux préoccupations éducatives qu'a soulevées la crise de la COVID-19, **M. Kazuhiro Yoshida, Coprésident du Comité directeur ODD-Éducation 2030**, a présenté les objectifs et les résultats de la [Réunion mondiale sur l'éducation \(Global Education Meeting, GEM\)](#), qui s'est tenue les 20 et 22 octobre 2020. Composée de segments techniques et de haut niveau, la GEM a abouti à la [Déclaration GEM 2020](#), que M. Yoshida a résumée.

Il a expliqué que l'accent serait mis sur quatre actions prioritaires clés pour accélérer les progrès vers l'ODD 4 dans le contexte de la COVID-19 et au-delà. Ces quatre actions comprennent (1) la réouverture en toute sécurité des établissements d'enseignement, (2) le soutien à tous les enseignants dans leurs rôles nouveaux et supplémentaires et la protection de leur santé, (3) l'investissement dans le développement des compétences et (4) la réduction de la fracture numérique. La nécessité d'élaborer de nouvelles stratégies éducatives, de protéger le financement national et international de l'éducation et d'assurer un accès équitable aux femmes et aux groupes marginalisés constitue une préoccupation majeure. Pour y répondre, M. Yoshida a conclu en soulignant trois domaines qui doivent faire partie des moyens à mettre en œuvre pour surmonter les difficultés : piloter et suivre la réalisation des engagements pris ; poursuivre l'évaluation de l'incidence de la COVID-19 sur l'éducation, et renforcer le Comité directeur ODD-Éducation 2030. Ces objectifs ne peuvent être atteints, a-t-il dit, que grâce à des partenariats multisectoriels.

3. Coût de la réalisation de la cible 4.6 des ODD dans les 29 pays de l'Alliance dans le contexte de la crise de la COVID19 et au-delà

Mme Rakhat Zholdoshalieva, responsable d'équipe à l'UIL, a présenté une analyse détaillée des coûts projetés pour atteindre l'ODD 4.6 sur la base des besoins projetés, des objectifs d'alphabetisation quantifiés et des projections des effets de la COVID-19 sur le PIB par habitant. Sans une augmentation des investissements, les pays de l'E-9 verront leur population analphabète diminuer de 18,8 % d'ici à 2030, tandis que les 20 autres pays constateront une augmentation par rapport à la base de 2017 de 1,1 % de la population analphabète sur la même période.

Les coûts estimés dépendent de la manière dont la cible 4.6 de l'ODD est interprétée : elle vise clairement à atteindre 100 % d'alphabetisme des jeunes, mais elle parle également, en des termes plus vagues, d'une augmentation plus « substantielle » de l'alphabetisme des adultes. Mme Zholdoshalieva a donc présenté trois projections possibles pour cet objectif : (1) 50 % d'alphabetisme des adultes dans les 20 pays de l'Alliance et 60 % dans les pays de l'E-9 ;

(2) 70 % et 75 % d'alphabétisme des adultes, respectivement dans les 20 pays de l'Alliance et les pays de l'E-9 ; et (3) 100 % d'alphabétisme des adultes pour toutes les régions et tous les groupes. En outre, Mme Zholdoshalieva a formulé quatre scénarios possibles de PIB par habitant post-COVID-19 :

- « Tel quel », comme si la COVID-19 n'avait jamais existé ;
- « Retour à la normale », avec une réduction du PIB par habitant en 2021, puis une reprise ;
- « Nouvelle normalité », avec des réductions du PIB par habitant jusqu'en 2030 ;
- « Intermédiaire », avec une double baisse du PIB par habitant jusqu'en 2025, puis une reprise.

Indiquant que le coût total de la réalisation de la cible 4.6 des ODD dans le monde d'ici à 2030 est estimé à 190 milliards de dollars des États-Unis (USD), Mme Zholdoshalieva a fait une distinction entre les pays de l'E-9 et les 20 autres pays de l'Alliance, notant que 80 % du coût total reviendrait aux pays de l'E-9. Elle a conclu que, dans le meilleur des cas, le déficit de financement s'élèverait à 17 milliards USD, dont 12 milliards USD seraient nécessaires dans les 20 pays membres de l'Alliance à faible niveau d'alphabétisme. Ce scénario, a noté Mme Zholdoshalieva, implique que les pays de l'E-9 consacrent au moins 3 % de leur budget d'éducation à l'alphabétisation des jeunes et des adultes. Cette analyse implique que les gouvernements et leurs partenaires internationaux augmentent leur financement de l'éducation en général et de l'alphabétisation des jeunes et des adultes en particulier.

4. Panel ministériel

Afghanistan

M. Sardar Mohammad Rahimi, Vice-ministre de l'Éducation pour l'alphabétisation, représentant le Ministre de l'Éducation, S. Exc. Mme Rangina Hamidi, a brossé un tableau contrasté de l'éducation et de l'alphabétisation en Afghanistan : bien que les inscriptions à l'école aient atteint 9,6 millions en 2018 et que le taux global d'alphabétisme ait augmenté de 18 % en 2002 à 43 % en 2019, 3,7 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés et environ 12 millions de jeunes et d'adultes sont encore analphabètes, dont 60 % de femmes. Tous les centres d'apprentissage du pays ont fermé du fait de la pandémie. Le plan d'intervention qui a été élaboré a mis l'accent sur les leçons à la télévision et à la radio, les petits groupes d'apprenants, l'alphabétisation familiale à domicile et le développement personnel des éducateurs. Il est à craindre qu'en raison des fermetures d'écoles, le taux d'abandon scolaire augmente, ce qui entraînera une demande accrue de programmes d'alphabétisation des adultes et un besoin renforcé d'introduire des options d'apprentissage numérique et à distance et des approches intergénérationnelles. L'Afghanistan recherche un soutien supplémentaire de la part des donateurs internationaux, un processus que l'Alliance pourrait faciliter. Plus tard dans la réunion, la ministre de l'Éducation est intervenue brièvement pour exprimer son soutien aux efforts d'alphabétisation des jeunes et des adultes ainsi qu'à la lutte contre le déséquilibre entre les sexes dans son pays.

Burkina Faso

S. Exc. M. Stanislas Ouaro, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales, a pris acte des répercussions graves que la COVID-19 a

eues sur la sécurité (dans certaines régions du pays) et sur l'éducation, y compris l'alphabétisation. Une fois que les comités d'intervention en cas de pandémie ont été mis en place, les enfants testés et, si nécessaire, isolés, les écoles ont pu rouvrir. De nombreuses écoles fonctionnent désormais en double horaire pour accueillir les apprenants, et le gouvernement travaille à numériser le matériel d'apprentissage. M. Ouaro a souligné la nécessité d'utiliser les langues locales pour que les messages soient bien compris. L'éducation non formelle a été gravement affectée par la pandémie, car de nombreux animateurs manquent de compétences numériques. Il a conclu en exprimant le besoin de soutien de la part des donateurs, car les contraintes financières limitent la réponse du pays à la COVID-19.

Côte d'Ivoire

Au vu de l'incidence qu'a eue la crise de la COVID-19 sur l'éducation, **S. Exc. Mme Kandia Kamissoko Camara, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle**, a expliqué la stratégie adoptée par la Côte d'Ivoire pour faire face à la fermeture des centres d'alphabétisation et à la « chute spectaculaire » du nombre d'apprenants. Mme Camara a détaillé plusieurs mesures prises par le pays, notamment la fourniture de kits de santé pour les centres d'alphabétisation, la promotion de l'apprentissage et du travail à distance, l'adaptation des approches pédagogiques pour utiliser les outils des technologies de l'information et de la communication (TIC), ainsi que l'utilisation d'autres médias (télévision, radio, Facebook, vidéo). Le ministère de l'Éducation nationale, des Études techniques et de la Formation professionnelle a également développé deux plateformes numériques et travaille à une numérisation accrue des programmes d'apprentissage. Mme Camara a cependant noté qu'une formation complémentaire sera nécessaire pour permettre aux éducateurs d'utiliser efficacement ces outils. Il convient également de mentionner que la pandémie a conduit au rétablissement de certaines initiatives d'alphabétisation, telles que les classes de transition, les projets d'alphabétisation fonctionnelle, l'alphabétisation par téléphone mobile et les institutions de formation et d'éducation féminine (IFEFF) du pays. La connectivité dans les zones rurales et le coût élevé des appareils restent toutefois des problèmes difficiles à surmonter dans le pays.

Gambie

S. Exc. Mme Claudiana Ayo Cole, Ministre de l'Éducation de base et secondaire, a souligné le rôle central de l'éducation et de l'alphabétisation en cette période de crise de la COVID-19. Elle a salué le soutien qu'apporte l'UIL pour mettre en œuvre le programme d'alphabétisation et d'apprentissage familial et intergénérationnel (FILL, *Family and Intergenerational Literacy and Learning Programme*), qui a renforcé l'éducation des adultes et non formelle, permettant aux participants de partager leur apprentissage avec leurs enfants et d'utiliser les SMS, entre autres compétences. Avant la pandémie, la Gambie comptait 177 centres d'alphabétisation, un nombre qui doit désormais être accru pour faire face à la hausse du nombre d'abandons de l'éducation formelle en raison de la crise. Au fur et à mesure que ces initiatives voient le jour, les TIC doivent être intégrées aux programmes d'alphabétisation et les éducateurs auront besoin d'une plus grande capacité pour les utiliser. Comme l'a conclu Mme Ayo Cole : « Ceux qui ont quitté l'école ne doivent pas être laissés pour compte ».

VI. Session 2 : Forger des partenariats pour faire progresser l'alphabétisation des jeunes et des adultes dans les pays de l'Alliance, au-delà de la crise de la COVID-19, en vue d'atteindre les ODD

Animée par **M. David Atchoarena, Directeur de l'UIL**, la session a examiné les initiatives récentes pour faire face à la crise de la COVID-19, en mettant l'accent sur les partenariats mondiaux.

1. La Coalition mondiale pour l'éducation dirigée par l'UNESCO

Une réponse majeure de l'UNESCO à la crise de la COVID-19 en matière d'éducation est la Coalition mondiale pour l'éducation (*Global Education Coalition*, [GEC](#)), un mécanisme de promotion de la coopération et d'actions coordonnées pour protéger le droit à l'éducation pendant et au-delà de la pandémie. **M. Hervé Huot-Marchand, chef de la Section de la jeunesse, de l'alphabétisation et du développement des compétences**, a souligné que la Coalition mondiale pour l'éducation a réussi à réunir plus de 150 partenaires – organismes multilatéraux, médias, société civile, réseaux et associations, secteur privé. L'énorme impact de la COVID-19 en 2020, – 1,6 milliard d'apprenants ont été touchés par les fermetures d'écoles et d'universités pendant les confinements tandis que près de 24 millions d'enfants et de jeunes risquent de décrocher, sans compter le déficit de financement préexistant – a motivé les **quatre objectifs** de la Coalition :

- répondre aux perturbations scolaires causées par les fermetures d'écoles ;
- développer l'apprentissage à distance et connecter chaque apprenant et chaque établissement d'enseignement à Internet ;
- gérer un rétablissement efficace et le retour à l'école et à l'apprentissage ;
- préconiser la collecte de données ; construire et partager des connaissances pour renforcer la résilience des systèmes éducatifs et repenser l'avenir.

Ciblant 400 millions d'apprenants et 12,7 millions d'enseignants dans 70 pays, la Coalition repose sur **trois piliers** (un engagement au niveau national ; des interventions inter-pays ; l'élaboration d'outils de politique, de plaidoyer et de pilotage et suivi) et **trois initiatives mondiales** : (1) doter 1 million d'enseignants de compétences en TIC (« *Global Teacher Campus* ») ; (2) doter 1 million de jeunes de compétences numériques, notamment pour l'employabilité (« *Global Skills Academy* ») ; et (3) combler les lacunes de compétences pour 1 million d'apprenants issus de groupes marginalisés grâce à un tutorat gratuit en ligne et hors ligne (« *Global Learning House* »).

Son action s'appuie sur une **stratégie à quatre volets** : (1) mobiliser les acteurs et les ressources ; (2) coordonner et cibler l'action ; (3) faire correspondre les besoins avec les ressources mondiales ; et (4) fournir un enseignement à distance grâce à des approches à haute/faible/sans technologie.

Par le biais des domaines d'action identifiés lors de la Journée internationale de l'alphabétisation de l'UNESCO (ILD, sigle anglais) 2020 et de la Journée mondiale des enseignants, visant en particulier à intégrer l'alphabétisation dans les plans de réponse à la pandémie et à faciliter l'apprentissage à distance et les approches intégrées concernant l'alphabétisation, la santé et le développement des compétences, l'UNESCO réunira la Coalition et l'Alliance dans une nouvelle initiative. Elle se proposera de contribuer à la professionnalisation et au renforcement des capacités des éducateurs en alphabétisation des jeunes et des adultes et à établir une base de connaissances pertinente dans certains pays de l'Alliance. Le secrétariat de l'Alliance et la Section de la jeunesse, de l'alphabétisation et du développement des compétences ont déjà commencé à en élaborer la note conceptuelle et à approcher certains partenaires de la Coalition mondiale pour l'éducation.

2. Partenariats pour l'innovation et la qualité : Microsoft

Mme Alexa Joyce, Directrice EMEA « Future-Ready Skills », de [Microsoft](#), a introduit sa présentation en observant la façon dont la COVID-19 a contraint les apprenants et les éducateurs à s'adapter à de nouveaux modes d'apprentissage, notamment l'apprentissage fondé sur la technologie. Elle a toutefois relevé les difficultés qui en résultaient, liées en particulier au manque de connectivité et d'appareils, aux faibles compétences numériques, au risque d'isolement social et d'abandon scolaire, ainsi qu'à la réduction ou à l'absence de contact entre l'apprenant et l'enseignant. Microsoft reconnaît la nécessité de doter les personnes de compétences en lecture et en écriture afin qu'ils puissent bénéficier de la technologie. En réponse à la situation créée par la COVID-19, Microsoft propose deux outils :

- [Microsoft Immersive Reader](#) : une application utilisable gratuitement sur toutes les plateformes, qui permet aux apprenants de toutes capacités de comprendre des textes, d'améliorer leur grammaire et d'apprendre de nouvelles langues. Elle comprend un dictionnaire et peut lire du texte à haute voix.
- [Microsoft Teams for Education](#) : un outil conçu pour faciliter l'interaction enseignant/apprenant et pour s'adapter à divers contextes grâce à un fonctionnement à faible bande passante.

Microsoft prévoit de collaborer avec la Coalition mondiale pour l'éducation afin de faciliter la formation pédagogique et technique associée à l'utilisation de ces outils.

6. Partenariats pour l'innovation et la qualité : Pix

M. Benjamin Marteau, Directeur de Pix, a présenté Pix, une organisation à but non lucratif en France, qui fournit une plateforme en ligne où les utilisateurs peuvent évaluer, développer et faire certifier leurs compétences numériques. Grâce à la collaboration avec les ministères français de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et du Travail, Pix a pu offrir aux apprenants la possibilité de tester leurs compétences numériques dans cinq domaines, 16 compétences et huit niveaux, en mettant l'accent sur la manière d'exploiter et d'utiliser avec succès les TIC. Pix est conçu comme un outil d'apprentissage tout au long de la vie, pour tous les âges, pour les étudiants ainsi que les enseignants et autres professionnels. Les tests sont un moyen d'apprendre et de s'améliorer étant donné que les résultats révèlent où des

compétences supplémentaires sont nécessaires dans certains domaines. Pix peut également être utilisé comme outil de recrutement. Déployé essentiellement en France, il est également utilisé dans sept autres pays. Une version anglaise en sera lancée prochainement.

7. Commentaires et questions-réponses

En utilisant la fonction Zoom Q&A (*Questions & Answers*), les participants ont pu poser des questions parallèlement aux présentations. Certaines ont reçu une réponse écrite du personnel de l'UNESCO ; quelques participants ont été invités à répéter leurs questions le deuxième jour, lors de la séance de questions-réponses en direct.

Trois questions ont été posées aux panélistes de la session 2 portant sur les partenariats pour faire progresser l'alphabétisation des jeunes et des adultes dans les pays de l'Alliance au-delà de la crise de la COVID-19 et en vue d'atteindre les ODD :

1. Un représentant du Conseil international pour l'éducation des adultes (ICAE) a demandé : « Comment pouvons-nous atteindre les personnes qui n'ont jamais utilisé les TIC ou qui manquent de motivation pour les utiliser ? »

(Joyce) C'est certainement un défi, mais la COVID-19 a clairement montré que les TIC doivent avoir une place. Microsoft relève ce défi en fournissant des logiciels gratuits et multilingues, décomposés en étapes gérables et faciles à utiliser.

(Marteau) Dans un monde numérique, nous avons besoin de méthodes pour atteindre ceux qui n'ont pas de compétences numériques - en créant une expérience utilisateur motivante, en démystifiant la technologie et en certifiant les compétences.

2. Un participant du Mali a demandé : « Que pouvons-nous faire pour améliorer la technologie dans les zones où des problèmes d'électricité ou d'accès à Internet se posent » ?

(Joyce) Les partenaires télécoms de la Coalition mondiale pour l'éducation travaillent sur la connectivité, et certains gouvernements fournissent des appareils gratuits, mais il n'y a pas de solution facile pour les zones difficiles à atteindre.

Jour 2 : Jeudi 29 octobre 2020

VII. Session 3 : Objectifs stratégiques de l'Alliance : bilan et orientations futures (1)

1. Remarques liminaires

La **Sous-directrice générale de l'UNESCO pour l'éducation, Mme Stefania Giannini**, a donné le ton pour les délibérations du deuxième jour de la réunion, en rappelant certains principes

qui fondent l'engagement de l'UNESCO en faveur de l'alphabétisation, et en mettant en évidence les messages clés tirés des discussions du premier jour.

Dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et face à la nécessité de maintenir l'alphabétisation au cœur des plans de réponse, Mme Giannini a souligné l'engagement de l'UNESCO à répondre aux besoins d'alphabétisation des 773 millions de jeunes et d'adultes sans compétences de base, pour lesquels l'Alliance est le principal moyen d'action. Elle a en outre souligné que l'alphabétisation est « une question de dignité, qui respecte les droits humains ».

Mme Giannini a centré son propos sur six messages clés issus des discussions de la veille :

1. L'alphabétisation des jeunes et des adultes dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie doit figurer dans les plans nationaux d'action et de redressement en matière d'éducation ;
2. La crise actuelle met en évidence la nécessité de nouveaux modes d'apprentissage, avec un développement de l'utilisation des TIC ;
3. Les éducateurs jouent un rôle essentiel et auront besoin de nouvelles compétences professionnelles pour aider à « réinventer l'apprentissage ». L'Alliance et la Coalition mondiale pour l'éducation appelleront l'attention sur cet aspect à travers leur nouvelle initiative ;
4. L'alphabétisation dans des contextes multilingues nécessite une plus grande attention, avec la production de matériels dans davantage de langues et la formation d'éducateurs ;
5. L'évaluation des apprentissages sert non seulement à la certification mais aussi au pilotage et suivi de la qualité de l'offre éducative ;
6. Complexité du contexte actuel : les défis de la COVID-19 sont rendus plus difficiles dans certains cas par des problèmes de sécurité.

Mme Giannini a également remercié l'Afghanistan, la Côte d'Ivoire et le Nigeria, qui se sont portés volontaires pour participer au prochain groupe de pilotage de l'Alliance.

À la suite de ces remarques liminaires, la session, animée par **M. Hervé Huot-Marchand, chef de la Section jeunesse, alphabétisation et développement des compétences de la Division des politiques et des systèmes d'apprentissage tout au long de la vie de l'UNESCO**, s'est concentrée sur certains des objectifs stratégiques de l'Alliance, à savoir la politique et la planification, l'équité, les données et le pilotage et suivi.

2. Politique et planification

Enquête de l'Alliance sur les politiques et les programmes

En 2019, l'UIL a mené une enquête pour identifier les difficultés et les pratiques efficaces qui conditionnent les efforts visant à améliorer les compétences d'alphabétisme et à promouvoir un « alphabétisme durable » dans les pays de l'Alliance. **M. Nicolas Jonas, spécialiste de programme à l'UIL**, a expliqué que l'enquête portait tant sur les politiques nationales d'alphabétisation que sur les programmes d'alphabétisation des jeunes et des adultes

(élaborés par des gouvernements ou des ONG). Des réponses ont été reçues de 24 pays de l'Alliance et de 32 ONG présentes dans les 29 pays de l'Alliance. Le rapport complet sera publié en anglais et en français d'ici à la fin de 2020.

M. Jonas a fait une présentation détaillée de l'enquête, couvrant les résultats de ses 12 domaines, dont, entre autres, la politique et les objectifs, le financement, le programme d'études et la langue d'enseignement, les ressources d'apprentissage, la professionnalisation des animateurs, ainsi que le pilotage et suivi et l'évaluation.

Les principales conclusions de l'enquête comprennent :

1. La plupart des pays de l'Alliance participant à l'enquête disposent de politiques d'alphabétisation. Toutefois, quatre pays (la République centrafricaine, les Comores, Haïti et l'Iraq) n'en sont apparemment pas dotés et plusieurs stratégies nationales sont clairement dépassées.
2. Les pays participants affichent une tendance positive à faire progresser un engagement politique en faveur de la planification stratégique, même si 85 % des pays de l'Alliance reconnaissent que la difficulté majeure pour mettre en œuvre la politique d'alphabétisation réside dans le caractère limité du financement.
3. La majorité des responsables de programme interrogés ont déclaré utiliser les programmes d'étude prévus, que fournit le gouvernement national, ou les matériels d'apprentissage des ONG. La plupart d'entre eux sont des supports d'apprentissage imprimés, produits dans la langue maternelle de l'apprenant (un peu plus de la moitié ont déclaré utiliser la technologie numérique). Cependant, 40 % des responsables de programmes interrogés ont déclaré que ces documents imprimés étaient inadéquats.
4. Les répondants au programme estiment que la concurrence des responsabilités familiales constitue une difficulté majeure dans la participation à l'alphabétisation car elle conduit à un fort taux d'abandon des apprenants dans les pays de l'Alliance.
5. L'enquête démontre également la précarité de la situation des animateurs : 83 % des prestataires de programmes qui ont répondu déclarent que les animateurs sont payés pour leur travail, ce qui signifie que 17 % ne le sont pas. En outre, plus des trois quarts des responsables de programmes d'alphabétisation ont déclaré qu'ils payaient moins les animateurs que les enseignants dans les écoles publiques au niveau primaire. Plus généralement, seul un responsable de programme sur quatre environ a déclaré exiger que les animateurs soient certifiés pour enseigner la lecture et l'écriture aux jeunes et aux adultes.

L'analyse des données a conduit à quatre recommandations clés:

1. Un soutien à certains pays de l'Alliance est nécessaire pour dresser un bilan de la situation de l'alphabétisation et concevoir des outils de politique, de planification, ainsi que de pilotage et suivi et d'évaluation (S&E) en la matière ;
2. La base de financement doit être élargie et cohérente pour établir un système d'alphabétisation durable ;

3. Le développement de carrière et la professionnalisation des animateurs/éducateurs sont nécessaires ;
4. Les programmes éducatifs non formels devraient offrir des diplômes vérifiables.

3. Équité et inclusion

Les questions d'alphabétisation des réfugiés, des migrants et des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI)

Des millions de réfugiés font partie des 1,6 milliard d'apprenants dont l'éducation a été perturbée par la COVID-19, a expliqué **M. Matt Byrne, responsable principal de l'éducation (Division de la résilience et des solutions) au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)**. Il a ajouté que 50 % des filles réfugiées, élèves de l'enseignement secondaire, pourraient ne pas revenir en classe à la réouverture des cours et que 48 % de tous les enfants réfugiés ne sont pas scolarisés. M. Byrne a rappelé le principe du HCR selon lequel les réfugiés devraient être intégrés dans les systèmes éducatifs nationaux. Après avoir décrit [l'approche globale du HCR](#), le droit à l'éducation et les obstacles auxquels les réfugiés sont confrontés, il a souligné combien l'enseignement secondaire changeait la vie des adolescentes. M. Byrne a déclaré que la réouverture des écoles offre une opportunité de développer une offre éducative plus inclusive et équitable, mais que cela dépend de quatre perspectives clés :

- Les enseignants et les directeurs d'école sont au cœur d'une offre éducative de qualité ;
- Dans un environnement d'apprentissage sûr, des enseignants qualifiés et motivés, qui enseignent les langues que les jeunes comprennent, sont essentiels ;
- Les enseignants doivent maîtriser la langue seconde, comprendre les difficultés auxquelles les élèves sont confrontés lorsqu'ils en apprennent une et utiliser des méthodes d'enseignement de la langue seconde ;
- Encourager le nombre d'enseignantes encouragera les adolescentes du secondaire à poursuivre leur scolarité.

M. Byrne a conclu en soulignant que tous les jeunes devraient suivre une scolarité formelle afin d'acquérir des compétences fondamentales et transférables jusqu'au niveau secondaire. Le HCR a rejoint l'Alliance en tant que membre associé en septembre 2020.

Liens entre la langue, la santé et l'alphabétisation

M. Ian Cheffy, consultant principal en alphabétisation et en éducation chez SIL International, une organisation mondiale à but non lucratif qui travaille avec les communautés locales du monde entier pour développer des solutions linguistiques, a explicité les concepts d'alphabétisation, de langue et de santé. Il a également souligné la nature fondamentale de la langue en tant que base de communication, d'alphabétisation et d'apprentissage. Toute communication a lieu dans une langue particulière, a-t-il expliqué, et la langue qu'un apprenant connaît offre la meilleure opportunité d'apprendre. SIL International travaille avec des communautés dans presque tous les pays membres de

l'Alliance, pour soutenir le développement de la langue et de l'alphabétisation. Pour lutter contre la pandémie de COVID-19, l'organisation a produit des brochures et du matériel de santé dans plus de 900 langues dans 80 pays, y compris la plupart des pays membres de l'Alliance.² M. Cheffy a souligné la nécessité pour les éducateurs, les experts sanitaires et les spécialistes des langues et de l'alphabétisation de travailler ensemble pour que la santé et l'alphabétisation soient abordées de manière intégrée, permettant aux communautés de répondre à leurs propres besoins en matière de santé. En outre, il a souligné les liens entre l'ODD 3 et l'ODD 4, qui, lorsqu'ils sont poursuivis en collaboration, favorisent la « littératie en santé ». M. Cheffy a conclu en notant que la plupart des pays membres de l'Alliance sont multilingues, ce qui nécessite une coopération étroite et active entre les partenaires concernés. SIL International a également rejoint l'Alliance en tant que membre associé en septembre 2020.

4. Données et pilotage et suivi

Référentiel de compétences harmonisé de la RAMAA

Mme Madina Bolly, spécialiste principale de programme à l'UIL, a présenté la [RAMAA](#) (Recherche-action sur la mesure des apprentissages des bénéficiaires des programmes d'alphabétisation) comme un moyen d'obtenir davantage de données fiables et actualisées sur les résultats des programmes d'alphabétisation, en impliquant pleinement les acteurs et les bénéficiaires du programme. Dans les 12 pays africains participant actuellement à la RAMAA, il a été particulièrement tenu compte des facteurs contextuels. Mme Bolly a indiqué qu'un référentiel de compétences harmonisé a été élaboré, en plus des outils d'évaluation et des instruments de collecte de données, ce qui a fourni des données qualitatives et quantitatives issues des programmes d'alphabétisation, des documents de politique et des entretiens avec les participants à l'alphabétisation et le personnel enseignant. Les résultats de cette analyse sont présentés comme suit dans le [référentiel de compétences harmonisé](#) :

Compétences instrumentales :

- Parler, écouter, communiquer à l'oral ;
- Lire, écrire, communiquer à l'écrit ;
- Calculer et utiliser des mesures et des quantités numériques ;
- Maîtriser la dimension spatiale, maîtriser la dimension temporelle et résoudre des problèmes.

² Voir *Confronting COVID-19 in Local Language Communities*. Dallas, SIL International. [en ligne]
Disponible sur : <https://www.sil.org/about/news/confronting-COVID-19-local-language-communities> [Consulté le 6 décembre 2020].

Connaissances :

- Socio-éducatives : santé, bien-être, éducation à la citoyenneté, environnement, communication et médias numériques, environnement de travail numérique (smartphones/ordinateurs/Internet) ;
- Professionnelles : activités génératrices de revenus.

Mme Bolly a conclu en observant que le cadre et les processus de la RAMAA peuvent être utilisés dans d'autres pays de l'Alliance pour documenter les progrès de l'apprentissage résultant de la participation à des programmes d'alphabétisation. Ces données pourraient également contribuer à améliorer la qualité des programmes d'alphabétisation.

5. Perspectives nationales

Indonésie

Le gouvernement indonésien a élaboré des politiques pour surmonter les difficultés rencontrées en matière d'alphabétisation et pourvoir aux besoins d'apprentissage des enfants non scolarisés, a déclaré **M. Cecep Suryana, coordinateur de l'alphabétisation à la Direction de l'éducation communautaire et de l'éducation spéciale du ministère indonésien de l'Éducation et de la Culture**. Il a mis en exergue les centres communautaires de lecture (*community reading centres, CRC*) et les « villages d'alphabétisation » du pays, deux stratégies nationales mises en œuvre pour promouvoir l'alphabétisation, et a souligné les difficultés spécifiques auxquelles les personnes âgées de 60 ans et plus et les personnes handicapées sont confrontées. En Indonésie, la COVID-19 a gravement perturbé les services éducatifs et le financement du secteur ; plusieurs actions sont donc nécessaires pour y remédier, notamment la promotion non seulement de l'apprentissage individuel, mais aussi de l'apprentissage en petits groupes ; la formation permanente des éducateurs, en particulier dans les provinces à forte concentration de jeunes et d'adultes analphabètes ; l'élaboration d'un système national de collecte de données sur l'alphabétisation ; et la création d'une possibilité de faire un don de livres en ligne – les ouvrages seront distribués parmi les CRC. En conclusion, M. Suryana a exprimé la nécessité d'améliorer la coordination de la promotion de l'alphabétisation par les gouvernements locaux, de permettre aux volontaires d'être actifs dans les CRC et de revitaliser les villages d'alphabétisation et le programme de don de livres en ligne.

Nigeria

M. Abba Haladu, Secrétaire exécutif de la Commission nationale pour l'alphabétisation de masse, l'éducation des adultes et non formelle (National Commission for Mass Literacy, Adult and Non-formal Education, NMEC), a déclaré qu'au Nigeria, sur une population totale de 190,9 millions (en 2017), 40 millions de jeunes et d'adultes ne sont pas alphabétisés, et que 10,5 millions d'enfants ne sont pas scolarisés. Dans ce contexte, la NMEC a élaboré des politiques, des programmes d'études, du matériel didactique et des guides à destination des formateurs, et a étendu l'alphabétisation aux nomades et aux personnes en situation de handicap. La NMEC est représentée dans 10 États nigériens et coopère avec les organisations

de la société civile. M. Haladu a évoqué les difficultés auxquelles la promotion de l'alphabétisation est confrontée au Nigéria, notamment une faible volonté politique, qui conduit à un financement inadéquat. S'agissant du professionnalisme, il y a peu de possibilités de formation des éducateurs et une capacité limitée de collecter des données sur les programmes d'alphabétisation. À la lumière de cela, M. Haladu a formulé un certain nombre de recommandations, notamment la nécessité d'un engagement du gouvernement, une coordination renforcée, la production en série de matériels d'alphabétisation, le renforcement des capacités des éducateurs ; et une meilleure intégration des TIC. En conclusion, M. Haladu insiste principalement sur l'ampleur des efforts nécessaires compte tenu de la forte proportion de personnes analphabètes dans le pays.

6. Commentaires et questions-réponses

1. Un participant guinéen a expliqué que son pays a un taux d'alphabétisme de 40 % (l'objectif est de 65 % d'ici à 2030), avec plus de 3 millions de personnes à atteindre. La Guinée a un plan décennal pour augmenter son taux d'alphabétisme et fait partie de l'Alliance. Comment les moyens numériques peuvent-ils améliorer les taux d'alphabétisme ?

(Haladu) L'instruction initiale d'alphabétisation de base se fait en présentiel, mais les groupes nouvellement alphabétisés peuvent utiliser les ressources numériques pour améliorer leurs compétences et acquérir de nouvelles connaissances.

2. Un participant du Niger a demandé : « Quels sont les fonds disponibles des agences de financement pour l'alphabétisation ? Quelles sont les alternatives à l'utilisation des TIC pour les populations analphabètes ? »

(Jonas) Le soutien financier dépend souvent de l'engagement national – pour l'alphabétisation, la référence est de 3 % du budget national de l'éducation pour l'éducation non formelle, y compris l'alphabétisation. Les ressources sont donc clairement insuffisantes et des partenariats financiers sont nécessaires.

(ICAE) L'UIL devrait faciliter l'échange de solutions low/no-tech et de solutions mixtes, car de nombreuses personnes sont laissées pour compte par les outils des TIC.

3. Un participant afghan a demandé : « Comment l'UNESCO et l'UIL peuvent-ils plaider pour une plus grande inclusion de l'alphabétisation dans les plans nationaux d'éducation ? »

(Zholdoshaliyeva) Le financement international complète le financement national, comme le montrent les plans sectoriels de l'éducation (PSE). Il est donc essentiel que les gouvernements nationaux veillent à ce que le PSE ait une composante d'alphabétisation, car les bailleurs de fonds – par exemple, le Partenariat mondial pour l'éducation – fondent leur contribution sur ce plan. Les ministères de l'éducation travaillent en étroite collaboration avec ces agences internationales de financement. L'UNESCO poursuivra également son plaidoyer mondial pour une augmentation du financement international de l'alphabétisation, en particulier dans les 20 pays de l'Alliance.

VIII. Session 4 : Objectifs stratégiques de l'Alliance : bilan et orientations futures (2)

Animée par **Mme Rakhat Zholdoshalieva**, la session a examiné le quatrième objectif stratégique de l'Alliance – l'innovation – et présenté d'autres perspectives nationales pour l'illustrer.

1. Innovation

Technologies pour l'alphabétisation

Le Commonwealth of Learning (COL), nouveau membre associé de l'Alliance, représenté par sa Directrice générale, Mme Asha Kanwar, œuvre dans 54 pays pour élargir l'accès à l'éducation et à la formation, en particulier grâce à l'apprentissage à distance et en ligne. Les TIC ont pris une importance sans précédent dans la crise de la COVID-19, bien que tous les médias, y compris la presse écrite, aient une place dans le développement de l'éducation. L'adoption de la technologie ne doit pas exacerber les inégalités et doit toujours être planifiée en gardant à l'esprit les plus marginalisés. À cet égard, le COL a développé un serveur à faible coût pour les sites distants, accessible par des appareils mobiles, ainsi que des interfaces pour les situations à faible bande passante. Il est essentiel de tenir pleinement compte du contexte, de placer l'apprenant au centre lors de l'identification du contenu, et d'intégrer l'acquisition et l'utilisation de l'alphabétisme dans un développement socio-économique holistique. De cette manière, on peut domestiquer toute utilisation de la technologie.

Mme Kanwar a tiré trois leçons de l'expérience COL :

- La technologie ne favorisera l'alphabétisation que si elle est placée dans un contexte social, politique et économique approprié ;
- L'alphabétisation doit être comprise comme faisant partie de tout le processus de développement ;
- Le capital social des apprenants est essentiel à un apprentissage réussi.

Intégrer l'alphabétisation et le développement des compétences

Mme Christine Hofmann, responsable d'équipe au Département des compétences et de l'employabilité, à l'Organisation internationale du travail (OIT), a présenté les programmes, les activités principales et les produits concernant l'apprentissage et l'alphabétisation conformément aux efforts de l'OIT pour promouvoir les compétences et l'apprentissage continu afin de faciliter l'accès au marché du travail et les transitions sur ce marché. L'alphabétisme est considéré comme une compétence clé pour permettre aux travailleurs de s'adapter à l'évolution du monde du travail et aux exigences de l'emploi, a-t-elle déclaré, avant de souligner que :

- À l'avenir, le travail exige une attention accrue à l'alphabétisme en tant que compétence clé pour améliorer l'employabilité sur le marché du travail ;
- D'autres acteurs, tels que les ministères du travail, les agences de l'emploi et des compétences et les partenaires sociaux, sont importants pour activer un écosystème d'apprentissage tout au long de la vie ;

- Intégrer l'alphabétisation dans les programmes de développement des compétences et dans l'apprentissage en milieu de travail peut améliorer l'accès et la qualité de l'alphabétisation. Elle est plus pertinente et utile lorsque l'apprentissage est intégré dans des contextes de la vie réelle ;
- Pour les groupes défavorisés, lier l'alphabétisation au travail productif dans la communauté locale et à la formation informelle peut améliorer l'employabilité et l'apprentissage tout au long de la vie ;
- La reconnaissance des acquis (*Recognition of Prior Learning, RPL*), y compris l'alphabétisation, est indispensable pour créer des voies d'insertion professionnelle, en particulier pour les travailleurs migrants et ceux de l'économie informelle.

Mme Hofmann a relevé des opportunités positives pour une coopération plus approfondie avec l'UNESCO, l'UIL et l'Alliance ; par exemple, dans la promotion de l'apprentissage tout au long de la vie, des compétences pour les groupes défavorisés ou de la numérisation de la formation, entre autres domaines. L'OIT est devenue membre associé de l'Alliance en septembre 2020.

Renforcer l'alphabétisation par des stratégies et des programmes de lecture

Représentant la Fédération internationale des associations et institutions de bibliothèques (IFLA), M. Stephen Wyber, Directeur des politiques et du plaidoyer, a noté pour la première fois que les bibliothèques – il y a 430 000 bibliothèques publiques dans le monde – sont organiquement liées à l'alphabétisation. Elles ont pour avantage de conduire à l'engagement de davantage d'adultes dans l'apprentissage tout au long de la vie, ainsi qu'au développement des capacités de lecture des élèves et d'être une ressource sur laquelle les enfants défavorisés peuvent s'appuyer. Les bibliothèques constituent un lieu d'utilisation et d'amélioration de l'alphabétisme, pour tous les âges et dans tous les contextes, aux côtés des écoles et d'autres institutions communautaires. Les bibliothécaires sont des acteurs clés dans la promotion de l'alphabétisme, car ils mettent à disposition des ressources imprimées et numériques. Les bibliothèques peuvent en outre faire office de « guichet unique » pour d'autres services (fonctions gouvernementales, garde d'enfants, etc.). Alors que l'IFLA, membre associé de l'Alliance, cherche des moyens de promouvoir l'alphabétisme, il sera utile d'explorer ce qui fonctionne dans la coordination des activités de la bibliothèque autour de ce thème, ainsi que de mieux comprendre comment une attention renouvelée sur l'alphabétisme peut renforcer les services de bibliothèque. Dans le contexte de la COVID-19, M. Wyber a conclu en recommandant que toutes les bibliothèques transfèrent leurs ressources en ligne pour aider davantage d'utilisateurs à y accéder

L'apprentissage familial et d'autres approches alternatives de l'alphabétisation

La Secrétaire générale du Réseau européen des compétences de base (EBSN), Mme Graciela Sbertoli, a expliqué la mission du réseau, à savoir promouvoir au niveau politique l'excellence de l'éducation de base (comprise au sens large comme l'apprentissage de l'alphabétisme, de la numérisation, des compétences numériques et d'une langue seconde pour les immigrants). Le

Réseau EBSN compte 82 membres en Europe et neuf ailleurs, et coopère avec la Commission européenne.

L'accent mis sur l'apprentissage familial et intergénérationnel, un des domaines du renforcement des capacités et un groupe thématique au sein du réseau, est fondé sur la synergie entre parents et enfants, où l'apprentissage va dans les deux sens – par exemple, les enfants et les jeunes peuvent enseigner les compétences numériques à leurs parents ou l'alphabétisme à leurs grands-parents, tandis que les adultes peuvent être plus motivés pour suivre des cours d'alphabétisation en lien avec la scolarité de leurs enfants. Il est bien connu que l'alphabétisme des parents est un facteur de réussite de l'enfant en la matière.

Mme Sbertoli a noté qu'il est important d'atteindre ceux qui ont besoin d'alphabétisation initiale, aussi difficile que cela puisse être. Elle a souligné la nécessité d'une offre personnalisée et flexible, permettant de rencontrer l'apprenant là où il se trouve et de tenir pleinement compte de son contexte, pour rendre l'apprentissage pertinent. Elle a conclu en présentant les ressources du Réseau EBSN en matière de renforcement des capacités : des études de cas sur l'alphabétisation familiale, un blog sur les stratégies de sensibilisation, une collection organisée de ressources éducatives ouvertes et des cours en ligne ouverts massifs (MOOC) avec modération d'experts, et d'autres ressources disponibles grâce à sa collaboration avec la plateforme électronique pour l'éducation des adultes en Europe ([EPALE](#)). Les ressources du Réseau EBSN sont destinées aux décideurs politiques et aux autorités chargées de l'éducation des adultes à travers la création conjointe de connaissances, au dialogue, à la consultation et au soutien à la prise de décision.

2. Perspectives nationales

Haïti

M. Hervé Saintilus, Secrétaire d'État à l'Alphabétisation au ministère haïtien de l'Éducation et de la Formation professionnelle, a ouvert sa présentation en énumérant les difficultés auxquelles Haïti est confronté pour élargir l'accès à l'alphabétisation, y compris la nécessité d'une base de données pour fournir des éléments fiables sur la situation de l'alphabétisme et pour une politique nationale claire de promotion de l'alphabétisation ; sur la faiblesse des crédits budgétaires et le besoin qui en résulte de partenaires financiers ; et sur la crise sanitaire actuelle provoquée par la COVID-19. M. Saintilus a ensuite présenté les efforts actuellement engagés par Haïti en matière d'alphabétisation, pour surmonter ces difficultés. Il s'agit notamment de l'objectif ambitieux de lancer une « vaste campagne d'alphabétisation » d'ici à la fin de 2020, soutenue par un engagement gouvernemental de haut niveau. Cela impliquera des partenariats nouveaux et plus solides afin d'intégrer les TIC dans le processus d'alphabétisation, de construire un réseau régional et international de soutien, et de développer un cadre juridique pour la mise en œuvre des programmes d'alphabétisation. M. Saintilus a conclu en exprimant qu'il était confiant que l'Alliance soutiendrait les initiatives de Haïti dans les mois à venir et a manifesté le désir de participer plus activement au réseau de l'Alliance.

Égypte

Cinquante mille classes d'apprentissage et d'alphabétisation des adultes fermées et les activités de l'Autorité de l'éducation des adultes (AEA) retardées : tel est l'impact de la COVID-19 décrit par **M. Ashour Ahmed Amry, Président de l'Autorité générale égyptienne pour l'éducation des adultes**. Il y voyait à la fois un défi et une opportunité : le défi réside dans le manque d'infrastructure technologique, tandis que l'opportunité consiste à trouver des moyens nouveaux et créatifs de faire face à la crise. À cet égard, comme l'a expliqué M. Amry, l'AEA prend des mesures spécifiques, à commencer par la création d'une « unité de développement technologique », qui construira une plateforme numérique pour l'apprentissage à distance ; de matériel et de programmes d'études numériques ; ainsi que de programmes de formation en ligne pour les animateurs et les formateurs. Un cadre réglementaire et un guide pour l'enseignement à distance soutiendront ces initiatives, qui s'appuient sur des partenariats internationaux et avec la société civile. M. Amry a donné une évaluation positive des perspectives d'avenir de l'éducation des adultes à mesure que l'utilisation des TIC s'élargira et que les éducateurs/enseignants acquerront la capacité et l'engagement de fonctionner dans ce nouvel environnement.

3. Commentaires et questions-réponses

1. Un participant de la Commission nationale de la Gambie pour l'UNESCO a demandé à l'EBSN : « Comment a-t-il été possible de former un réseau et d'impliquer les gouvernements ? »

(Sbertoli) L'ESBN est né d'un engagement fort visant à rassembler les établissements d'enseignement de base à travers l'Europe. Après quelques revers initiaux, la Commission européenne a accepté de financer le réseau à travers ses mécanismes existants.

2. Organisation internationale de la francophonie (OIF)

L'OIF est intervenue pour présenter son programme « Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation » (IFEFF), qui compte quatre priorités : la formation des éducateurs, l'égalité entre les sexes, l'éducation dans des contextes multilingues et les programmes alternatifs pour les enfants non scolarisés. L'alphabétisation est également une priorité clé, et l'IFEFF coopère avec la Conférence des ministres de l'Éducation des États et des Gouvernements de la francophonie (CONFEMEN), le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), la RAMAA et l'Alliance, qu'il a rejointe en tant que membre associé en septembre 2020.

3. Un participant du Bénin a posé une question au COL : « Existe-t-il des modules d'aide à la technologie dans les programmes d'alphabétisation ? »

En l'absence du Commonwealth of Learning, M. Atchoarena de l'UIL a été invité à y répondre. Il a annoncé que des travaux sur les outils technologiques pour soutenir l'alphabétisation suivront cette réunion, en collaboration avec des partenaires, dont le COL. Il a noté qu'un nombre croissant d'outils deviennent disponibles pour les situations de connectivité faible/inexistante, avec une utilisation croissante des téléphones

portables/smartphones pour renforcer les compétences en littératie et fournir des contenus adaptés aux besoins socio-économiques et sanitaires des apprenants.

IX. Conclusion et voie à suivre pour l'avenir

Clôturent la réunion, **M. David Atchoarena, Directeur de l'UIL**, a pris la parole pour résumer les résultats et proposer des mesures de pilotage et suivi, en soulignant l'importance des éléments suivants :

- De nouvelles approches en matière de politique et de planification sont nécessaires en cette période de crise de la COVID-19 ; le cours en ligne UIL/IIEP sur la planification de l'éducation non formelle est un outil de ce processus ;
- Le manque de ressources financières constitue une préoccupation constante pour de nombreux pays. La nécessité de garantir et de maintenir un financement adéquat pour l'éducation dans son ensemble est essentielle, comme l'a rappelé le rapport sur la Réunion mondiale sur l'éducation, mais l'inclusion de ressources adéquates pour l'alphabétisation doit être constamment soulignée ;
- Permettre aux apprenants d'accéder à l'alphabétisation et aux autres apprentissages, et d'en profiter pleinement, suppose d'utiliser les langues des apprenants dans leur propre contexte ;
- Les partenariats multisectoriels (par exemple avec le HCR, l'OMS, l'OIT) ont un rôle clé à jouer dans la professionnalisation, l'engagement socio-économique et, en particulier compte tenu de la situation actuelle, dans le renforcement des messages sanitaires ;
- Deux sujets ont émergé qui mériteront une discussion plus approfondie entre les partenaires : premièrement, l'utilisation de la technologie et la promotion de l'apprentissage numérique ; deuxièmement, la formation et la professionnalisation des éducateurs/enseignants. La Coalition mondiale pour l'éducation et l'Alliance fournissent une plateforme pour une éventuelle initiative conjointe dans ces deux domaines, qui sera élaborée et mise en œuvre en consultation avec les pays membres de l'Alliance et ses partenaires associés ;
- L'importance de la lecture et des livres, à la fois sous forme imprimée et numérique, et leur promotion est un autre domaine qui bénéficiera de la collaboration entre les membres associés de l'Alliance (IFLA, EBSN, COL, entre autres).

M. Atchoarena attend avec impatience la constitution du nouveau groupe de pilotage de l'Alliance et remercie l'Afghanistan, la Côte d'Ivoire et le Nigéria de s'être portés volontaires pour en faire partie. Il a invité les autres États membres de l'Alliance à proposer leurs noms.

Il a en outre exprimé sa satisfaction face au grand nombre de partenaires devenus membres associés de l'Alliance et les a remerciés de leur implication dans cette réunion.

Enfin, M. Atchoarena a exprimé ses sincères remerciements aux ministres et représentants des pays membres et membres associés de l'Alliance, ainsi qu'à ceux qui, de près comme de loin, ont soutenu l'organisation de la réunion.

Annexe 1 : Liste des participants

Nr.	Sal.	Prénom	Nom de famille	Position	Département/Ministère/Organisation	Pays
ÉTATS MEMBRES DE L'ALLIANCE						
1	S.E. Mme	Rangina	Hamidi	Ministre	Ministère de l'Éducation	Afghanistan
2	M.	Sardar Mohammad	Rahimi	Vice-ministre	Département de l'Alphabétisation, ministère de l'Éducation	Afghanistan
3	M.	Mohammad Yasin	Samim	Conseiller supérieur technique et politique	Ministère de l'Éducation	Afghanistan
4	M.	Abdul Bashir	Khaliqi	Directeur général	Association nationale afghane pour l'éducation des adultes (ANAFAE)	Afghanistan
5	M.	Alamgir	Hossen	Directeur adjoint, Responsable des données et secrétaire aux adhésions	Bureau des statistiques, Division des statistiques et de l'informatique, ministère de la Planification	Bangladesh
6	M.	Zinsou Marcellin	Hounzangbe	Directeur général	Fonds d'aide à l'alphabétisation et à l'éducation en langues nationales, ministère de l'Éducation	Bénin
7	Mme	Vanessa	Carneiro Rezende	Point focal de l'UNESCO	Bureau des affaires internationales, ministère de l'Éducation	Brésil
8	M.	Alexandre	Piana Lemos	Second secrétaire	Délégation permanente du Brésil auprès de l'UNESCO	Brésil
9	S.E. M.	Stanislas	Ouaro	Ministre	Ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales	Burkina Faso
10	M.	Rémy	Habou	Consultant technique	Ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation	Burkina Faso
11	Mme	Catherine	Kabore	Conseillère technique	Ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation	Burkina Faso
12	M.	Wang	Li	Directeur adjoint	Centre international de recherche et de formation de l'UNESCO pour l'enseignement rural (INRULED)	République populaire de Chine
13	M.	Chebanni	Ben Said	Directeur général	Alphabétisation et promotion des langues, ministère de l'Éducation	Comores
14	S.E. Mme	Kandia	Camara	Ministre	Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle	Côte d'Ivoire
15	M.	Brahima	Sangaré	Assistant au ministre	Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle	Côte d'Ivoire

16	M.	Ngolo Aboudou	Soro	Secrétaire général	Commission nationale ivoirienne pour l'UNESCO	Côte d'Ivoire
17	M.	Ashour Ahmed	Amry	Président	Autorité générale égyptienne pour l'éducation des adultes	Égypte
18	S.E. Mme	Claudiana	Ayo Cole	Ministre	Ministère de l'Éducation de base et secondaire	Gambie
19	M.	Lamin	Jarjou	Administrateur principal de programme et coordinateur national du réseau ASPnet	Commission nationale gambienne pour l'UNESCO	Gambie
20	M.	Saikou	Dibba	Chargé principal d'éducation	Unité de l'éducation des adultes et de l'éducation non formelle, ministère de l'Éducation de base et secondaire	Gambie
21	M.	Cheick	Diallo	Chef de la Division alphabétisation de base, post alphabétisation et environnement	Direction nationale de l'alphabétisation de l'éducation formelle et non formelle, ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation	Guinea
22	S.E. M.	Hervé	Saintilus	Secrétaire d'État à l'alphabétisation	Ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle	Haïti
23	M.	Jean Grégory	Calixte	Directeur de l'Aménagement linguistique (SEA)	Secrétariat d'État, ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle	Haïti
24	M.	Arif	Saeed	Premier secrétaire	Délégation permanente de l'Inde auprès de l'UNESCO	Inde
25	M.	Cecep	Suryana	Coordinateur de l'alphabétisation	Direction de l'éducation communautaire et de l'éducation spéciale, ministère de l'Éducation et de la Culture	Indonésie
26	M.		Ngadirin	Sous-coordonateur de l'évaluation	Direction de l'éducation communautaire et de l'éducation spéciale, ministère de l'Éducation et de la Culture	Indonésie
27	Mme	Mathal	Alazzawe	Directrice du département de la recherche et de documentation	Direction de l'alphabétisation ministère de l'Éducation	Iraq
28	M.	Gouro	Diall	Directeur national	Département de l'éducation non formelle et des langues nationales, ministère de l'Éducation	Mali
29	Mme	Houretou	Diallo	Administratrice générale	Fondation Karanta	Mali
30	M.	Cheikhna	Tourad	Directeur de la stratégie et de la planification	Ministère des Affaires islamiques et de l'Enseignement originel	Mauritanie
31	Mme	María	de Lourdes Aravedo Resendiz	Directrice académique	Institut national d'éducation des adultes (INEA)	Mexique
32	Mme	Kouriram	Hatchabi	Directrice générale de l'alphabétisation	Ministère de l'Éducation, l'Alphabétisation et la	Niger

				des adultes et de l'éducation informelle	Promotion des langues nationales	
33	M.	Abba	Haladu	Secrétaire exécutif	Commission nationale pour l'alphabétisation de masse, l'éducation des adultes et non formelle	Nigéria
34	Mme	Shaista	Bano	Directrice adjointe	Académie de planification et d'organisation de l'éducation	Pakistan
35	Mme	Ndeye Name	Diouf	Directrice de l'alphabétisation et des langues nationales	Ministère de l'Éducation nationale	Sénégal
36	Mme	Fatmata	Kaiwa	Directrice de l'Éducation aux sciences	Ministère de l'Enseignement technique et supérieur	Sierra Leone
37	M.	Golo	Lazare	Inspecteur, Spécialiste du suivi et de l'évaluation de l'alphabétisation, Chef de la division du suivi et de l'analyse des données statistiques	Direction de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales, ministère de l'Éducation nationale et de la Promotion civique	Tchad
MEMBRES ASSOCIÉS DE L'ALLIANCE						
38	H.E. Mme	Sarah	Anyang Agbor	Commissaire	Union africaine	AU
39	M.	Nicholas	Ouma	Conseiller principal pour la jeunesse	Union africaine	AU
40	M.	Kazuhiro	Yoshida	Coprésident	Comité directeur ODD-Éducation 2030	Japon
41	Mme	Cecilia	Soriano	Coordinateur des programmes et des opérations	Association Asie-Pacifique pour l'éducation de base et des adultes	ASPBAE
42	Mme	Asha	Kanwar	Présidente et directrice générale	Commonwealth of Learning	COL
43	M.	Abdel Rahamane	Baba Moussa	Secrétaire général	Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie	CONFEMEN
44	Mme	Graciela	Sbertoli	Secrétaire générale	Réseau européen des compétences de base	EBSN
45	Mme	Katarina	Popovic	Secrétaire générale	Conseil international d'éducation des adultes	ICAE
46	Mme	Maimouna	Sissoko Touré	Spécialiste de programme	Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation	IFEF
47	M.	Stephen	Wyber	Directeur des politiques et du plaidoyer	Fédération internationale des associations et des institutions de bibliothèques	IFLA

48	Mme	Christine	Hofmann	Responsable d'équipe	Département des compétences et de l'employabilité, Organisation internationale du travail	ILO
49	Mme	Alexa	Joyce	Directrice	EMEA 'Future-Ready Skills' Microsoft	Microsoft
50	M.	Benjamin	Marteau	Directeur	Pix	Pix
51	Mme	Carole	Avande Houndjo	Coordinatrice	Pamoja Afrique de l'Ouest	PAMOJA Afrique de l'Ouest
52	Mme	Ethel Agnes	Valenzuela	Directrice du secrétariat	Organisation des ministres de l'Éducation de l'Asie du Sud-Est	SEAMEO
53	M.	Raphael	Cada	Associé principal	Organisation des ministres de l'Éducation de l'Asie du Sud-Est	SEAMEO
54	Mme	Barbara	Trudell	Consultante principale en alphabétisation et éducation	SIL International	SIL
55	M.	Ian	Cheffy	Consultant en alphabétisation et éducation	SIL International	SIL
56	M.	Matt	Byrne	Responsable principal de l'éducation	Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés	UNHCR
57	Mme	Anna	Robinson-Pant	Chaire UNESCO	Chaire UNESCO d'alphabétisation des adultes et d'apprentissage au service de la transformation sociale, Université d'East Anglia, Royaume-Uni	Chaire UNESCO
SIÈGE DE L'UNESCO						
58	Mme	Stefania	Giannini	Sous-directrice générale	Bureau du Sous-directeur général pour l'éducation, UNESCO	UNESCO
59	M.	Firmin	Matoko	Sous-directeur général	Sous-direction générale pour la priorité Afrique et les relations extérieures, UNESCO	UNESCO
60	M.	Borhene	Chakroun	Directeur	Division pour les politiques et les systèmes d'apprentissage tout au long de la vie, UNESCO	UNESCO
61	M.	Hervé	Huot-Marchand	Chef de section	Section de la jeunesse, de l'alphabétisation et du développement des compétences, UNESCO	UNESCO
62	Mme	Mari	Yasunaga	Spécialiste de programme	Section de la jeunesse, de l'alphabétisation et du développement des compétences, UNESCO	UNESCO
63	M.	Antoine	Cardey	Responsable adjoint de projet	Section de la jeunesse, de l'alphabétisation et du	UNESCO

					développement des compétences, UNESCO	
64	Mme	Jaya	Conhye-Soobrayen	Spécialiste du programme-Partenariat	Unité des relations avec les États membres et des partenariats africains	UNESCO
65	M.	Valtencir	Maldonado Mendes	Responsable principal de projet	Unité pour la technologie et l'IA dans l'éducation, UNESCO	UNESCO
66	M.	David	Manshreck	Stagiaire	Section de la jeunesse, de l'alphabétisation et du développement des compétences, UNESCO	UNESCO
L'INSTITUT DE L'UNESCO POUR L'APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE ET SECRÉTARIAT DE L'ALLIANCE						
67	M.	David	Atchoarena	Directeur	Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL)	UIL
68	Mme	Rakhat	Zholdoshalieva	Responsable d'équipe	UIL	UIL
69	Mme	Madina	Bolly	Spécialiste principale de programme	UIL	UIL
70	Mme	Bettina	Reiss	Assistante principale du Directeur	UIL	UIL
71	M.	Nicolas	Jonas	Spécialiste de programme	UIL	UIL
72	Mme	Sofia	Chatzianni	Spécialiste adjointe de programme	UIL	UIL
73	Mme	Annapurna	Ayyappan	Spécialiste adjointe de programme	UIL	UIL
74	Mme	Katja	Römer	Spécialiste de la communication	UIL	UIL
75	Mme	Ana	Basoglu	Secrétaire des projets	UIL	UIL
76	Mme	Lambrini	Rapti O'Hanlon	Secrétaire des projets	UIL	UIL
77	Mme	Patricia	Rouland	Secrétaire des projets	UIL	UIL
78	Mme	Nora	Lorenz	Consultante	UIL	UIL
79	M.	Boxuan	Tu	Stagiaire	UIL	UIL
80	M.	Clinton	Robinson	Consultant	UIL	UIL
BUREAUX NATIONAUX ET RÉGIONAUX DE L'UNESCO						
81	M.	Albert	Mendy	Spécialiste de Programme	UNESCO Addis Ababa	FU/ADI
82	M.	Saip	Sy	Responsable de projet	UNESCO Bamako	FU/BAM
83	M.	Sameer	Luqman	Responsable du projet Formation	UNESCO Islamabad	FU/ISB
84	Mme	Sarah	El Attar	Responsable de projet	UNESCO Kabul	FU/KAB
85	Mme	Huhua	Fan	Responsable adjoint de projet	UNESCO Kabul	FU/KAB
86	M.	Mohamed	Alaoui	Administrateur national	UNESCO Rabat	FU/RAB

Annexe 2 : Ordre du jour

Mercredi 28 octobre 2020	
10:00 - 10:20	<p>Séance d'ouverture</p> <p>Mots de bienvenue</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Borhene Chakroun, Directeur, Division pour les politiques et les systèmes d'apprentissage tout au long de la vie, UNESCO <p>Discours d'ouverture</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Edouard Firmin Matoko, Sous-directeur général pour la priorité Afrique et les relations extérieures, UNESCO <p>Introduction</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. David Atchoarena, Directeur, UIL
10:20 – 11:20	<p>1^{re} session : Scénario global de l'impact de la crise de la COVID-19 sur l'alphabétisation des jeunes et des adultes</p> <p>Modérateur: M. David Atchoarena, Directeur, UIL</p> <ul style="list-style-type: none"> • La Stratégie de l'Union africaine pour l'alphabétisation : S. Exc. Mme Sarah Anyang Agbor, Commissaire, Ressources humaines, science et technologie, Union africaine • Résultats de la Réunion mondiale sur l'éducation (GEM) : M. Kazuhiro Yoshida, Coprésident du Comité directeur-ODD-Éducation 2030, Japon • Coût de la réalisation de la cible 4.6 dans le contexte de la crise de la COVID-19 et au-delà : Mme Rakhat Zholdoshalieva, Responsable d'équipe, UIL <p>Panel ministériel</p> <ul style="list-style-type: none"> • S. Exc. Mme Rangina Hamidi, Ministre de l'Éducation, Afghanistan • S. Exc. M. Stanislas Ouaro, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales, Burkina Faso • S. Exc. Mme Kandia Kamissoko Camara, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, Côte d'Ivoire • S. Exc. Mme Claudiana Ayo Cole, Ministre de l'Éducation de base et secondaire, Gambie <p>Questions et réponses</p>
11:20 – 12:15	<p>2^e session : Forger des partenariats pour faire progresser l'alphabétisation des jeunes et des adultes dans les pays de l'Alliance au-delà de la crise de la COVID-19 et vers les ODD</p> <p>Modérateur : M. David Atchoarena, Directeur, UIL</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coalition mondiale pour l'éducation dirigée par l'UNESCO : M. Hervé Huot-Marchand, chef de la Section de la jeunesse, de l'alphabétisation et du développement des compétences, Secteur de l'éducation, UNESCO • Partenariats pour l'innovation et la qualité : <ul style="list-style-type: none"> - Microsoft: Mme Alexa Joyce, Directrice "Future-Ready Skills" - Pix : M. Benjamin Marteau, Directeur <p>Questions et réponses</p>

Jeudi 29 octobre 2020	
14:00 - 14:10	<p>Remarques d'ouverture</p> <ul style="list-style-type: none"> Mme Stefania Giannini, Sous-directrice générale de l'UNESCO pour l'éducation
14:10 – 15:10	<p>3^e session : Objectifs stratégiques de l'Alliance : bilan et orientations futures (1)</p> <p>Modérateur : M. Hervé Huot-Marchand, chef de la Section de la jeunesse, de l'alphabétisation et du développement des compétences, Secteur de l'éducation, UNESCO</p> <p>Politique et planification</p> <ul style="list-style-type: none"> Étude de l'Alliance sur les politiques et les programmes : M. Nicolas Jonas, spécialiste de programme, UIL <p>Équité et inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> Questions d'alphabétisation des réfugiés, des migrants et des personnes déplacées : M. Matt Byrne, responsable principal de l'éducation, Division de la résilience et des solutions, HCR Liens entre les langues, la santé et l'alphabétisation : M. Ian Cheffy, consultant principal en alphabétisation et en éducation, SIL International <p>Données et suivis</p> <ul style="list-style-type: none"> Référentiel de compétences harmonisé du programme de RAMAA : Mme Madina Bolly, spécialiste principale de programme, UIL <p>Perspectives nationales :</p> <ul style="list-style-type: none"> M. Cecep Suryana, Coordonnateur de l'alphabétisation, Direction de l'éducation communautaire et de l'éducation spéciale, Indonésie M. Abba Haladu, Secrétaire exécutif, Commission nationale pour l'alphabétisation de masse, l'éducation des adultes et non formelle, Nigéria <p>Questions et réponses</p>
15:10 – 15:30	Pause
15:30 – 16:30	<p>4^e session : Objectifs stratégiques de l'Alliance : bilan et orientations futures (2)</p> <p>Modératrice : Mme Rakhat Zholdoshalieva, responsable d'équipe, UIL</p> <p>Innovation</p> <ul style="list-style-type: none"> Technologies pour l'alphabétisation : Mme Asha S. Kanwar, Présidente et directrice générale, Commonwealth of Learning (COL) Intégrer l'alphabétisation et le développement des compétences : Mme Christine Hofmann, responsable d'équipe, compétences et inclusion sociale, service des compétences et de l'employabilité, Organisation internationale du travail (OIT) Renforcer l'alphabétisation par des stratégies et des programmes de lecture : M. Stephen Wyber, Directeur des politiques et du plaidoyer, Fédération internationale des associations et des institutions de bibliothèques (IFLA) Apprentissage familial et autres approches alternatives de l'alphabétisation : Mme Graciela Sbertoli, Secrétaire générale, Réseau européen des compétences de base (EBSN)

	<p>Perspectives nationales :</p> <ul style="list-style-type: none">• S. Exc. M. Hervé Saintilus, Secrétaire d'Etat à l'alphabétisation, ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle, Haïti• M. Ashour Ahmed Amry, Président, Autorité générale égyptienne pour l'éducation des adultes, Égypte <p>Questions et réponses</p>
16:30 – 16:50	<p>Conclusions et prochaines étapes</p> <ul style="list-style-type: none">• M. David Atchoarena, Directeur, UIL

Annexe 3 : commentaires et questions-réponses en ligne

1. Afghanistan : Dans le cadre de la transition vers un enseignement mixte en ligne et hors ligne, comment les systèmes éducatifs fournissent-ils l'alphabétisation indispensable (liée aux TIC, aux moyens de subsistance, à un travail décent, à la participation, à la santé pour les femmes, les jeunes et les adultes marginalisés) ? Comment les gouvernements incluent-ils l'éducation non formelle et les centres d'apprentissage communautaires (prestataires de programmes d'alphabétisation) pour construire des systèmes éducatifs résilients et réactifs ? Comment les formateurs communautaires en alphabétisation sont-ils formés pour répondre aux besoins d'alphabétisation des apprenants au milieu de la pandémie ?
2. Chaire UNESCO en alphabétisation et apprentissage des adultes pour la transformation sociale, Université d'East Anglia, Royaume-Uni : Étant donné la proportion très limitée allouée à l'alphabétisation des adultes dans la plupart des budgets de l'éducation par les États au cours des décennies, les ministres estiment-ils que l'alphabétisation/l'éducation des adultes sera encore moins une priorité financière, en raison des difficultés pressantes auxquelles l'école formelle doit actuellement faire face, comme l'ont montré les propos échangés dans cette réunion ?
3. Comores : Serait-il possible d'établir un lien de contact direct entre les ministres de l'Éducation et les membres de l'Alliance sous les auspices de l'UIL, pour renforcer les échanges entre eux ?
4. SIL International : Comme l'a affirmé l'ADG/ED, les enseignants sont de plus en plus importants pour l'apprentissage en période de crise covid/post-covid, ce qui s'est également reflété dans la GEM la semaine dernière. On s'attend également à ce que les modes d'apprentissage numériques se multiplient, mais on considérerait auparavant que l'apprentissage numérique ne requérait pas la présence d'un enseignant. Ces deux tendances – l'importance accrue des enseignants et l'utilisation renforcée de l'apprentissage numérique – peuvent-elles être alignées ?

Réponse : La notion selon laquelle ceux qui n'ont pas de compétences numériques pourraient utiliser la technologie pour apprendre, en tant qu'apprenants indépendants, n'est pas confirmée par des données empiriques. Le soutien des enseignants reste essentiel pour développer la littératie numérique. Dans le même temps, les compétences des enseignants doivent comporter les compétences numériques et la capacité d'utiliser la technologie pour enseigner et soutenir l'apprentissage autonome. Il y a donc un double défi à relever.

5. Afghanistan : L'ADG/ED a évoqué la nécessité de combler le déficit de financement de l'alphabétisation, en particulier dans les 20 pays de l'Alliance et les pays de l'E-9. Qu'a fait spécifiquement l'UNESCO pour encourager les gouvernements et les donateurs à accorder la priorité à l'alphabétisation ?

Réponse : L'UNESCO encourage les gouvernements à intégrer l'alphabétisation des jeunes et des adultes dans les politiques et plans nationaux, et l'UIL, conjointement avec l'IPE, propose un cours en ligne pour renforcer les capacités nationales à cet effet. L'UNESCO améliore également la base de données factuelles (par exemple, en réalisant une étude des coûts pour atteindre la cible 4.6 des ODD) et plaide pour un soutien accru en utilisant plusieurs plateformes (par exemple, l'Alliance, les mécanismes de l'ODD 4, des réunions mondiales telles que la Réunion mondiale sur l'éducation 2018, le Forum politique de haut niveau (FPHN) 2019, et la Conférence internationale G7 France/UNESCO ; les Journées internationales). L'UNESCO continuera à plaider en faveur d'un meilleur financement de l'éducation et de l'alphabétisation des adultes ; chaque enquête du Rapport mondial sur

L'apprentissage et l'éducation des adultes (Global Report on Adult Learning and Education, GRALE) contribue à documenter les changements en la matière.

6. Afghanistan : L'Afghanistan fait partie des pays qui comptent un nombre important de réfugiés et de déplacés internes. Nous avons défini les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et les rapatriés comme premiers groupes prioritaires dans notre Plan stratégique national pour l'éducation (NESP, *National Education Strategic Plan*) 2030. Le HCR prévoit-il une intervention à cet effet, en particulier pour les personnes âgées de 15 à 45 ans ?

Réponse : L'Afghanistan est un excellent exemple d'inclusion, grâce à sa priorisation dans le NESP. La principale plateforme du HCR dans la région est la Stratégie de solutions pour les réfugiés afghans (Solutions Strategy for Afghan Refugees, SSAR), qui couvre l'Iran, le Pakistan et l'Afghanistan, et dispose d'indicateurs d'alphabétisation pour un ou plusieurs pays. Cependant, il est essentiel que les États et la société civile demandent au HCR de s'engager autant que possible pour soutenir l'éducation et l'alphabétisation. Le HCR est en train de réorienter ses efforts pour assurer une programmation à plus long terme pour les réfugiés, les PDI et les apatrides dans des contextes de crise prolongée.

7. Sénégal : le guide de compétences RAMAA est une opportunité pour les pays de renforcer la recherche linguistique, afin que la terminologie reflète les réalités actuelles.

Réponse : Lorsque le guide de compétences est utilisé dans les pays et dans les programmes d'alphabétisation, il devrait être traduit dans les langues locales, grâce à une coopération entre linguistes et chercheurs en alphabétisation.

8. UNESCO Paris : Le HCR considère qu'il est crucial d'élargir la vision de l'alphabétisation, y compris de la « littératie numérique ». Pouvez-vous donner quelques exemples d'alphabétisation numérique et d'outils/d'applications d'alphabétisation que le HCR utilise dans son travail de terrain ?

Réponse : Le HCR a établi un partenariat avec la Fondation Vodafone pour déployer les écoles Instant Network et évalue l'efficacité du dispositif du point de vue des compétences des enseignants, de la littératie numérique, du soutien communautaire et de l'identification des meilleures pratiques. Il déploie également la plateforme Kolibri, avec des évaluations des enseignants. Le HCR utilise également le contenu de Microsoft et HP.

9. Pamoja Afrique de l'Ouest : Quelles sont les prochaines étapes pour la RAMAA ? Quand le référentiel de compétences sera-t-il généralisé dans les 12 pays de la RAMAA ?

Réponse : L'UIL validera les éléments cette année ; l'enquête pilote aura lieu l'année prochaine, si la pandémie le permet. Le guide est déjà disponible et la version électronique peut être téléchargée à l'adresse : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000374209>.

10. Burkina Faso : La pandémie nous a appris que l'enseignement à distance est une alternative efficace pour l'apprentissage continu. L'Alliance pourrait-elle aider les pays à développer l'apprentissage de la littératie numérique, de manière spécifique ?

Réponse : L'initiative qui vise à aider les pays de l'Alliance à renforcer la capacité numérique des éducateurs/formateurs est conçue dans cet esprit. Des discussions plus détaillées avec les partenaires des membres de la Coalition mondiale pour l'éducation et de l'Alliance permettront de donner une forme et un contenu spécifiques à l'initiative.

11. ICAE : L'UNESCO devrait soutenir l'inclusion de l'alphabétisation des adultes dans les programmes de différentes organisations. C'est la condition préalable pour atteindre d'autres objectifs, tels que la réduction de la pauvreté, l'égalité, le développement durable. L'alphabétisation n'est pas simplement un autre domaine, mais la « porte d'entrée » de nombre d'entre eux.

Réponse : L'UNESCO a plaidé en faveur de l'alphabétisation comme moyen d'atteindre non seulement l'ODD 4, mais aussi les autres ODD, indiquant des relations réciproques entre l'alphabétisation et d'autres domaines de développement. D'une part, l'alphabétisation est nécessaire pour le développement dans d'autres domaines (par exemple la santé, l'agriculture) et, d'autre part, le développement dans d'autres domaines peut motiver les apprenants à acquérir et à développer davantage leurs capacités d'alphabétisation. L'UNESCO estime que l'intégration des efforts de développement de l'alphabétisation dans l'aide au développement et dans les politiques publiques nationales est essentielle.

12. Gambie : L'EBSN est-il partenaire ou envisage-t-il de s'associer avec des organisations en dehors de l'Europe ?

Réponse : L'EBSN est très ouvert à une coopération informelle avec des institutions extra européennes et peut absolument envisager une forme de coopération. Contactez l'EBSN à : gs@basicskills.eu.

13. Bureau de l'UNESCO à Bamako : Quelles actions ou initiatives sont prévues ou déjà réalisées au profit des populations analphabètes dans les zones de conflit au Burkina Faso ?

Réponse : Avec la mise en place du secrétariat technique pour l'éducation dans les situations d'urgence, un certain nombre d'actions ont été entreprises avec des partenaires pour poursuivre l'enseignement/l'apprentissage dans les domaines présentant des défis de haute sécurité : par exemple, l'élaboration et l'adoption d'une stratégie nationale pour l'éducation en situation d'urgence ; des alternatives éducatives telles que la stratégie d'éducation/parcours accélérés, les centres d'alphabétisation mobiles ; la formation professionnelle des jeunes au Sahel (407 talibés, c'est-à-dire des garçons dans les écoles coraniques), dans l'Est (469 jeunes déplacés internes) et dans le Centre Nord (1 170 jeunes déplacés internes et population locale). Certaines de ces formations ont reçu des kits de mise en œuvre. Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues nationales (MENAPLN) mobilise également des ressources pour accroître la capacité des zones de réception à assurer la continuité de l'éducation des élèves déplacés. Un plan d'action PME 2020-2021 (petites et moyennes entreprises) en matière d'éducation et de formation dans les zones à enjeux de haute sécurité est mis en œuvre par le ST/ESU (secrétariat technique de l'Éducation en situations d'urgence) et ses partenaires. En outre, la numérisation du contenu et sa distribution via les médias audiovisuels favorisent la continuité de l'éducation. Telles sont quelques-unes des activités développées pour l'éducation des enfants, des adolescents et des jeunes adultes dans les zones connaissant de graves problèmes de sécurité.

Secteur de l'éducation de l'UNESCO

L'éducation est la priorité première de l'UNESCO car c'est un droit humain fondamental et la base pour construire la paix et faire progresser le développement durable. L'UNESCO est l'institution des Nations Unies spécialisée pour l'éducation et son Secteur de l'éducation assure un rôle moteur aux niveaux mondial et régional dans ce domaine, renforce les systèmes nationaux d'éducation et répond aux défis mondiaux actuels par le biais de l'éducation, en mettant tout particulièrement l'accent sur l'égalité des genres et l'Afrique.



Secteur de
l'éducation

L'agenda mondial Éducation 2030

En tant qu'institution des Nations Unies spécialisée pour l'éducation, l'UNESCO est chargée de diriger et de coordonner l'agenda Éducation 2030, qui fait partie d'un mouvement mondial visant à éradiquer la pauvreté, d'ici à 2030, à travers 17 Objectifs de développement durable. Essentielle pour atteindre chacun de ces objectifs, l'éducation est au cœur de l'Objectif 4 qui vise à « *assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie* ». Le Cadre d'action Éducation 2030 définit des orientations pour la mise en œuvre de cet objectif et de ces engagements ambitieux.

